



Programme des Nations Unies pour l'environnement

UNEP/BUR/37/5
5 septembre 1990

FRANCAIS
Original: ANGLAIS

PLAN D'ACTION POUR LA MEDITERRANEE

Réunion du Bureau des Parties contractantes
à la Convention pour la protection de la mer
Méditerranée contre la pollution et aux
Protocoles y relatifs

Rome, 6-7 septembre 1990

SALAIRES DU CENTRE D'ACTIVITES REGIONALES
DU PROGRAMME D'ACTIONS PRIORITAIRES DE SPLIT

SALAIRES DU CENTRE D'ACTIVITES REGIONALES
DU PROGRAMME D'ACTIONS PRIORITAIRES DE SPLIT

1. Le 14 juillet 1990 le directeur du CAR/PAP a soumis une demande urgente d'augmentation des salaires payés au personnel du Centre en indiquant qu'ils n'étaient plus compétitifs avec les salaires locaux. Après déduction des charges sociales d'environ 60 pour cent, les salaires nets étaient très en dessous des salaires les plus élevés payés à Belgrade d'après les chiffres publiés par le PNUD.
2. La question a été examinée le 26 juillet 1990 au siège du PNUE par le Directeur Exécutif adjoint p.i. pour le Fonds et l'administration, par le Directeur du CAP-Océans et Zones côtières, et par le Coordonnateur du PAM. Ils ont convenu de la nécessité d'assurer un traitement adéquat au personnel concerné pour la bonne marche de cette importante composante du PAM. Il a été décidé d'approuver la demande à titre intérimaire pour la période 1er janvier - 31 décembre 1990, financée par des réductions des frais de consultants pour les zones sismiques, l'aquaculture et l'eau, et d'attirer l'attention du Bureau sur cette décision lors de sa réunion de septembre 1990.
3. Les salaires approuvés par les Parties contractantes pour les postes prévus au CAR/PAP et les salaires révisés sont indiqués ci-dessous:

	<u>Adopté</u>	<u>Révisé</u>
Directeur	30.000	30.000
Coordinateur, Projets-pilotes	20.000	22.000
Administrateur des projets	10.000	16.000
3 secrétaires bilingues	30.000	42.000
Assistant de l'administration	10.000	14.000
Assistant financier	10.000	14.000
Assistance temporaire	6.000	9.000
	<hr/>	<hr/>
	116.000	147.000
	<hr/>	<hr/>

4. Le Bureau est invité à prendre note de la décision du PNUE et à approuver l'application des salaires révisés en 1991, financés sur des économies de programme, jusqu'à ce que les Parties contractantes examinent la question des salaires des Centres d'activités régionales à leur septième réunion ordinaire en octobre 1991.

5. Lors de l'examen de la situation à Split, il est apparu que les salaires approuvés par les Parties contractantes pour les trois Centres d'activités régionales n'étaient pas uniformes, et il a été décidé de présenter au Bureau des critères sur lesquels les salaires pourraient être basés à l'avenir.
6. Les Centres d'activités régionales sont des institutions nationales ayant un rôle régional. Leur personnel est recruté par les autorités nationales sur la base de leur propres critères. Ils ne sont pas des fonctionnaires des Nations Unies qui sont recrutés sur la base des procédures de l'ONU au plan international, travaillent sous l'autorité du Secrétaire-Général et peuvent être transférés à d'autres postes.
7. Toutefois, pour la plupart des postes en question les salaires sont payés par le Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée et les règles devraient être cohérentes.
8. Le Bureau est invité à prendre note de l'intention du Secrétariat de préparer un rapport complet sur la question, en consultation avec les directeurs des Centres régionaux concernés et de la soumettre à la prochaine réunion du Bureau.